

**Intervention des Groupes Locaux de l'AFPS de la région PACA à GAP le 8 novembre 2018 à l'occasion du procès des 3 + 4**

**Les Groupes Locaux de l'Association France Palestine Solidarité de toute la région PACA sont ici représentés et ils tiennent à marquer leur solidarité avec les inculpés.**

Cette année, dans quelques jours (le 10 dec), ce sera la date anniversaire des 70 ans de la déclaration universelle des droits de l'humain à l'ONU. Rappelons-nous de son article 13 qui stipule : « **toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.** »

Il y a 16 ans, Israël commençait à construire un mur haut de 8 mètres et long de plus de 700 km sur les terres palestiniennes occupées. Dit mur de sécurité pour les uns et mur d'apartheid pour les autres, ce mur fait partie intégrante du projet israélien d'annexion de la Cisjordanie. A celui-ci s'ajoute le mur isolant complètement 2 millions d'individus dans la Bande de Gaza sous blocus israélien. Pourtant, les Palestiniens n'ont jamais cessé de lutter contre l'expulsion continue de leurs terres (la Nakba), - pensons aux manifestations pacifiques des « marches du retour » à Gaza depuis le 30 mars, où l'armée israélienne a déjà tués 228 civils sans compter les 22 000 blessés - , ni de résister à ces murs reconnus illégaux, puisque l'Assemblée générale des Nations-unies a adopté depuis 2003 une résolution condamnant sa construction, et que la Cour internationale de justice a jugé le 9 avril 2004 que sa construction était contraire au droit international.

**Depuis 2003 le 9 Novembre – jour de la chute du Mur de Berlin – ce jour est « Journée mondiale pour un monde sans mur ».**

Du mur israélien sur les terres palestiniennes colonisées, au mur de la honte étatsunien à la frontière avec le Mexique, **près de 70 murs à travers tous les continents déchirent aujourd'hui la vie des gens et les terres**, renforçant des frontières et des contrôles de plus en plus sophistiqués. Ils limitent l'horizon et détruisent l'espoir de beaucoup. Leurs lignes, plus infranchissables aux personnes qu'aux finances, sont la cause de milliers de morts chaque année. Ce sont des monuments d'oppression, de discrimination et d'exploitation. Ces murs construits sur la peur, sont devenus les remparts d'un monde où les guerres, la militarisation et l'exclusion remplacent la justice, la liberté, le droit, le partage et l'égalité.

Les murs ne sont pas seulement construits pour renforcer les frontières mais aussi pour fixer des limites entre les êtres humains. Visibles ou invisibles, ils ont pour fonction essentielle de protéger au bénéfice de quelques-uns des acquis liés aux l'injustices économique, politique, sociale et environnementale.

**Pour nous, évoquer cette journée d'un monde sans mur, aujourd'hui, à Gap, a tout son sens.** Depuis 2015, la France a rétabli les contrôles aux frontières entre l'Italie et la France et si un mur n'a pas été érigé matériellement, la militarisation des zones de passage, les contrôles multipliés jusqu'à 10 kms au-delà des frontières, la véritable chasse aux migrants, constituent bien un mur, avec tous les dangers que nous connaissons trop bien pour ceux qui cherchent à mieux vivre et espèrent protection en France.

**Aujourd'hui, ici, l'AFPS se mobilise pour :**

- Saluer et soutenir les mouvements de solidarité entre les peuples.
- Favoriser la création de liens entre les personnes enfermées derrière des murs et les mouvements luttant contre eux.
- Dénoncer les effets dévastateurs des inégalités et de l'injustice.
- Exiger la fin de ces frontières réelles ou symboliques lorsqu'elles volent des terres, expulsent, excluent, oppressent, discriminent, exploitent, enferment et séparent. Il faut faire tomber les murs !
- Rappeler que le principe de fraternité est contenu dans le préambule notre Constitution et que les personnes qui apportent une aide désintéressée aux migrants en situation irrégulière en France ne devraient pas pouvoir être poursuivies.